



# LE CANARD

## en furie

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant du  
Rond point Grand Hôtel, tout droit  
jusqu'au bout de la rue.  
E-mail: [in\\_dicko@yahoo.fr](mailto:in_dicko@yahoo.fr)  
**90.00.99.83 / 96.75.34.12**

PRIX : 300 F

1<sup>ère</sup> Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 54 du 11 décembre 2017

## Uraniumgate

# Les enquêteurs français à Niamey



Le mardi 5 décembre 2017, alors que l'information du journal français Libération fait rage à Niamey et que, malgré les précisions dudit journal, les spéculations vont bon train sur la raison précise de la perquisition des locaux d'Areva à Paris, des enquêteurs débarquent dans la capitale nigérienne. Motif : échanger avec tous les protagonistes nigériens de l'affaire, y compris avec certains journalistes, notamment le confrère Ali Soumana, qui est à la base de la révélation de l'uraniumgate. Une arrivée qui, malgré les précautions d'usage prises par les intéressés, n'est pas passée inaperçue. A moins de 24 heures de leur arrivée, la rumeur enfle et englobe toute la ville. En fait d'enquêteurs, il y en a eu un seul. Un juge d'instruction du dossier de l'uraniumgate, arrivé à Niamey le lundi 4 décembre pour essayer de démêler un certain nombre de nœuds... p.3

### COMMUNICATION PRESIDENTIELLE :

## Les comparaisons hasardeuses sur la loi de finances 2018

*C'est donc loin des Nigériens qu'Issoufou défend son budget controversé oubliant que la votation mécanique de députés – pardon de députés godillots – et de quelques 133 parlementaires – non parle-menteurs insouciant – qui n'ont plus d'honorable pour le peuple quand ils ne peuvent plus écouter ses préoccupations légitimes, validant comme lettre à la poste, une loi de finances à propos de laquelle bien d'entre eux, avaient pourtant des opinions défavorables. Comment ne pas saluer celui-là qui, fidèle à sa mission de représentant du peuple que des hommes et des femmes ont bien voulu lui confié, avait tenu à ne pas trahir cette confiance et à s'affranchir d'une autorité politique quelconque pour s'abstenir. De tels hommes, il y en a à inventer chez nous où tout le monde, cherchant à manger se fait vénal, corrompible, corvéable. Dommage pour ce pays en perte de valeurs*

P.4

Activité des partis politiques

## Le PSD-Bassira en fête

### MPR-Jamhuri

## La section de Niamey met en garde les perturbateurs

Dans une déclaration rendue publique samedi 9 décembre 2017, la section de Niamey du MPR-Jamhuri a vigoureusement condamné les agissements du Gouverneur de Niamey qu'il accuse de vouloir mettre en place un bureau parallèle. Le bureau dirigé par Amadou Salifou, et dont le mandat cours régulièrement, c'est-à-dire, conformément aux textes du parti, n'entend pas croiser les bras et laisser des « parvenus » briser le MPR-Jamhuri. Tout en montrant, outre la légalité, la section de Niamey a aussi démontré sa légitimité à travers une démonstration de force le samedi dernier. Tous les ingrédients étaient alors réunis pour démasquer à la face du monde les perturbateurs et les mettre en garde. Nous vous proposons l'intégralité de cette déclaration...

Lire page 6

# Amères vérités

Pourquoi faire une table ronde des bailleurs de fonds lorsqu'on sait comment les prêts bancaires, emprunts obligataires et autres sont gérés depuis près de sept ans ? Pourquoi aller chercher à endetter davantage le Niger lorsque des individus, notoirement connus, détournent, en toute impunité, ces milliards à des fins personnelles ? Le gouvernement de Mahamadou Issoufou est dans une quête de nouveaux partenaires qui accepteraient, après tout le gâchis de ces sept années de scandales financiers, de s'engager dans des deals financiers qui ne tiendront pas compte des intérêts du Niger, comme ce fut le cas avec le pétrole, les rails de Bolloré, ZVS, etc. La table ronde des bailleurs de fonds, prévue pour le 13 décembre prochain, ne peut réjouir les Nigériens qui doivent désormais supporter plus d'impôts et taxes alors que des multinationales et des marketteurs bénéficient d'une générosité qui, pour organisations de la société civile, ne s'explique que par une connivence qui frise la corruption, la concussion, les passe-droits, etc. De fait, le Niger est miné par ces maux et l'économie entière en est si gangrenée que la Banque mondiale, de nature si prude et tatillonne, ne s'est pas gênée de le dire dans un rapport officiel rendu public il y a quelques jours. L'affaire a fait un tollé, mettant en colère les autorités nigériennes, qui ne peuvent pourtant réfuter les conclusions de la Banque mondiale. La gêne du gouvernement nigérien tient au fait qu'il est à deux pas de la table ronde de Paris dont il espère une bouffée d'oxygène qui lui permettra de respirer. Et probablement de permettre aux prédateurs de se mettre à nouveau plein les comptes bancaires.

Le pari de Niamey est osé. Il est même trop osé, sachant que les pratiques mises en cause par la Banque mondiale constituent un sérieux handicap pour une économie quelconque et que les rapports de la BM tiennent lieu de prescription crédible pour les investisseurs et les bailleurs de fonds. Hasard du calendrier, c'est au moment où Hassoumi Massoudou s'appête à aller à Paris pour la table ronde, que l'uraniumgate refait surface, précisément dans la capitale française. Et comme si la perquisition des locaux d'Areva, à Paris, ne suffisait pas à l'angoisse de Massoudou et du gouvernement, des enquêteurs français ont débarqué à Niamey pour entendre tous les protagonistes de l'affaire. De quoi inquiéter l'actuel ministre des Finances sur son séjour en France. S'il ne craint rien pour y aller dans le cadre de la table ronde, il

sait néanmoins qu'à l'allure actuelle des choses, il risque d'être clairement épinglé, ainsi que tous ses complices, dans un rapport officiel de la Brigade financière française. Mahamadou Issoufou pourrait engranger plein de promesses d'investissements au Niger à l'issue de la table de Paris. Malheureusement, il ne pourra que s'enfoncer dans les méandres d'une gouvernance catastrophique, incapable de mettre un terme à la prédation des deniers publics et de faire rendre gorge aux auteurs. De quoi peut-on se prévaloir lorsque sous ses yeux, des individus détournent à leurs profits personnels 15 000 tonnes de riz d'une aide généreusement offerte par un pays ami, en pleine crise alimentaire ?

De quelles armes de séduction disposent les autorités nigériennes pour convaincre les investisseurs étrangers ? Qu'ils peuvent être exonérés d'impôt et de taxe ?

Que les citoyens nigériens vont supporter le manque à gagner par le gouvernement par de nouvelles mesures fiscales récemment votées dans le cadre de la loi de finances que les Nigériens rejettent ?

Que la TATIE, par exemple, a été supprimée et que de nouveaux réaménagements sont toujours possibles pour alléger les charges d'éventuels investisseurs qui désirent s'installer au Niger ?

Que Mahamadou Issoufou dispose, à l'Assemblée nationale, d'une majorité prête à voter n'importe quel projet de loi introduit par le gouvernement ?

Et la corruption, la concussion, les détournements récurrents de deniers publics, les trafics en tous genres, qui sévissent et qui restent impunis ?

Et les Nigériens dans tout ça ? S'ils sont méprisés et que les députés sont passés outre leurs propositions d'amendements à la loi de finances 2018, ils s'organisent pour une riposte sociale d'envergure, déterminés à montrer au pouvoir en place qu'ils ont un mot à dire dans la gouvernance de ce pays et que ce mot reste déterminant. C'est en vue de porter cette riposte sociale que les organisations de la société civile ont décidé d'appeler les citoyens nigériens à des marches suivies de meetings sur toute l'étendue du territoire national, le jeudi 21 décembre 2017. Une perspective qui ouvre un bras de fer entre les gouvernants et les populations nigériennes. La rupture est consommée et l'on ne peut que s'inquiéter de cette perspective. Quant à Mahamadou Issoufou, ça ne lui fait ni chaud ni froid. Advienne que pourra. L'essentiel, pour lui, c'est de préserver son pouvoir. Advienne que pourra !

BONKANO

Uraniumgate

# Les enquêteurs français à Niamey

Le mardi 5 décembre 2017, alors que l'information du journal français *Libération* fait rage à Niamey et que, malgré les précisions dudit journal, les spéculations vont bon train sur la raison précise de la perquisition des locaux d'Areva à Paris, des enquêteurs débarquent dans la capitale nigérienne. Motif : échanger avec tous les protagonistes nigériens de l'affaire, y compris avec certains journalistes, notamment le confrère Ali Soumana, qui est à la base de la révélation de l'uraniumgate. Une arrivée qui, malgré les précautions d'usage prises par les intéressés, n'est pas passée inaperçue. A moins de 24 heures de leur arrivée, la rumeur enfle et englobe toute la ville. En fait d'enquêteurs, il y en a eu un seul. Un juge d'instruction du dossier de l'uraniumgate, arrivé à Niamey le lundi 4 décembre pour essayer de démêler un certain nombre de nœuds. Selon des informations dignes de foi, il a rencontré et échangé avec tous les protagonistes de l'Affaire. L'ancien président de la Halcia, Issoufou Boureima, le fondateur du *Courrier*, Ali Soumana et le directeur de publication, Moussa Aksar, ont tous été écoutés. Sur leur calepin, figuraient également Hassoumi Massoudou, ministre des Finances actuel et maître d'œuvre de l'uraniumgate, et Marou Amadou, ministre de la Justice, garde des Sceaux. Tous les contours de l'uraniumgate ont été passés au peigne fin. Mais, les enquêteurs sont manifestement sur la piste de tout cet argent volatilisé, notamment les 82 millions de dollars virés dans un compte bancaire à Hong Kong pour le compte d'Energio Alyans et les 200 milliards de Hassoumi Massoudou. Où est passé tout cet argent ? Dans une sorte de brainstorming tenu au Grand hôtel de Niamey, les enquêteurs ont démêlé l'écheveau, apportant au besoin des éclairages sur des questions qui n'ont rien à voir avec l'uraniumgate.

La piste de la libération des ota-

ges français, longtemps entretenue comme une possible destination des fonds engagés dans cette transaction frauduleuse, a été définitivement écartée.

**Les enquêteurs français sur la piste des 82 millions de dollars d'Energio Alyans**

Le 28 novembre 2017, alors que sur les bords du fleuve Niger, Hassoumi Massoudou et ses complices pensaient avoir fini avec la tempête de l'uraniumgate, l'affaire refait subitement surface à Paris. Le siège d'Areva est perquisitionné par les enquêteurs de la brigade financière de la police judiciaire française qui s'interroge sur les gains, énormes, empochés par des intermédiaires. Des montants dont on ignore la destination finale et les bénéficiaires réels, tant des zones d'ombre sont encore à éclaircir. C'est notamment ces 82 millions de dollars, virés à Hong Kong pour le compte d'Energio Alyans, jusqu'alors inconnue du milieu des traders et qui s'est révélée, par la suite, être une société-écran créée pour l'arnaque. Si les enquêtes préliminaires ont permis de découvrir que les 200 milliards virés par les soins de Hassoumi Massoudou à Dubaï sont destinés à Optima Energy de Georges Hawa, un escroc international poursuivi pour des vols portant sur plusieurs millions de dollars, on ne sait pas, par contre, grand-chose de la destination des 82 millions de dollars d'Energio Alyans. Du moins, jusqu'à présent. C'est là une des zones d'ombre que les enquêteurs français s'attèlent à éclaircir. Un objectif qui ne saurait tarder, renseigne une source crédible. Une piste est actuellement sur la table. De Hong Kong, une bonne partie des 82 millions de dollars virés pour Energio Alyansa pris la direction du Brésil où l'argent a servi à acheter un navire auprès d'un homme d'affaires namibien. Et à peine acquis, le navire a été vendu, histoire de blanchir l'argent empoché dans le cadre de

l'uraniumgate. C'est cet argent qui a servi à la création de certaines sociétés mafieuses spécialisées dans la recherche et l'exploitation des richesses du sous-sol africain.

**Hassoumi Massoudou, plus que jamais dans le collimateur des enquêteurs français**

Recoupée avec la rétrospective des événements auxquels a donné lieu la révélation du journal *Le Courrier*, le développement actuel de l'uraniumgate et les pistes privilégiées par les enquêteurs français sont de nature à donner des frissons à Hassoumi Massoudou. Ancien directeur de Cabinet de Mahamadou Issoufou à l'époque des faits et maître d'œuvre de l'uraniumgate, Massoudou a fait des déclarations qui pourraient être retournées contre lui. Il a notamment affirmé avoir fait gagné à la Sopamin [ndlr : Société de patrimoine des mines du Niger] 800 000 dollars « sans rien faire ». Or, les enquêteurs veulent justement savoir si l'affaire n'a pas généré pour les traders des commissions et des rétro commissions. Si l'aveu tient lieu de



preuve, comme on dit en matière de justice, Hassoumi Massoudou peut déjà commencer à imaginer la suite de l'enquête. Actuel ministre des Finances, Hassoumi Massoudou peut et doit objectivement craindre pour sa liberté dans les semaines à venir. La table ronde des bailleurs de fonds, qui se tient à Paris, le 13 décembre prochain, est une grande opération de séduction du gouvernement nigérien vis-à-vis des investisseurs. Mais elle peut se révéler un cauchemar pour la pièce maîtresse de ce scandale dont les conséquences sont désastreuses, aussi bien pour le Niger que pour la France. Et si, pour le besoin d'être amplement écouté, les enquêteurs de la Brigade financière de Paris demandaient à l'intéressé de prolonger son séjour à Paris ?

**Doudou Amadou**

## COMMUNIQUÉ DE LA RÉDACTION DU CANARD EN FURIE

Dans notre livraison n°48 du 30 octobre 2017, nous avons malencontreusement publié un article d'un de nos collaborateurs en page 5 de votre hebdomadaire. Intitulé « Marou Amadou ou le comble de la turpitude », cet article avait été revu et corrigé, histoire de le dépouiller de tout ce qui semble être en violation des textes régissant la communication au Niger, notamment dans ses dispositions portant sur la calomnie, la diffamation et la vie privée des personnes. Hélas, lors de la mise en page, le metteur en page a malheureusement placé la version originale, c'est-à-dire, non corrigée, contraire et inhabituelle à la ligne de conduite de la rédaction. Tout en prenant les dispositions utiles pour éviter à l'avenir ce genre d'incidents, nous présentons nos sincères excuses à nos lecteurs ainsi qu'au ministre de la Justice, garde des Sceaux, Marou Amadou.

## COMMUNICATION PRESIDENTIELLE :

## Les comparaisons hasardeuses sur la loi de finances 2018

Le président Issoufou aime les coups médiatiques et quand il sort du pays, il ne rate aucune occasion pour s'approprier à ce jeu favori qui est pourtant fait de risques majeurs quand on sait les subtilités de la communication qui, même lorsqu'on est un bon parleur, n'est pas un pari gagné à l'avance. Un président ça parle peu pour ne pas se faire apprécier que dans l'action qui change la vie des hommes et transforme un pays non à parler indéfiniment pour ne laisser rien voir qui soit dans les mutations que subit un pays. Le Niger est dernier et on continue à gaver le peuple de verbe, de discours indigestes, non de pain et d'espérances nouvelles.

Une fois encore, le président a parlé aux journalistes d'ailleurs comme si encore une fois, s'il avait à parler c'est plus aux autres, au monde qu'il a à le faire, non aux Nigériens qui lui exposent leurs préoccupations, leurs attentes, leurs soucis, leurs peurs même vis-à-vis de l'avenir. Faut-il comprendre qu'il n'a que faire de ce que pourrait penser son peuple, ne trouvant nécessaire qu'à expliquer aux autres – non aux Nigériens – le bien-fondé de ses choix ? Faut-il donc croire qu'Issoufou et son peuple ne vivent plus dans le même monde, tellement les deux sont loin l'un de l'autre et ce depuis qu'une voie conduisant à la présidence issue, dit-on pourtant, d'élections libres, est cadenassée, inaccessible ?

C'est donc loin des Nigériens qu'Issoufou défend son budget controversé oubliant que la votation mécanique de députés – pardon de députés godillots – et de quelques 133 parlementaires – non parleurs insouciant – qui n'ont plus d'honorable pour le peuple quand ils ne peuvent plus écouter ses préoccupations légitimes, validant comme lettre à la poste, une loi de finances à propos de laquelle bien d'entre eux, avaient pourtant des opinions défavorables. Comment ne pas saluer celui-là qui, fidèle à sa mission de représentant du peuple que des hommes et des femmes ont bien voulu lui confié, avait tenu à ne pas trahir cette confiance et à s'affranchir d'une autorité politique quelconque pour s'abstenir. De tels hommes, il y en a à inventer chez nous où tout le monde, cherchant à manger se fait véral, corvéable. Dommage pour ce pays en perte de valeurs...

Lorsque la journaliste qui sait bien ce que les Nigériens disent de la nouvelle loi de finances fait observer au président Issoufou que le budget est surtaxé et que les Nigériens se plaignent parce qu'ils ne peuvent pas supporter – il ne faut pas oublier que les Nigériens qui vivent dans le

dernier pays de la planète ont le plus bas niveau de vie du monde – il n'a que cette réponse péremptoire, à la limite du dogmatique et dit : « c'est une loi qui s'est fixé pour objet de répondre aux préoccupations des Nigériens ». Se peut-il qu'une loi qui étouffe, puisse vraiment répondre aux attentes d'un peuple ?

Et le président se plaint qu'on ne saurait parler d'indépendance pour une nation quand un budget ne peut financer par ses ressources propres les ambitions que l'on lui porte. Aussi dit-il, « comment on peut parler d'indépendance ? », – entendre quand l'essentiel des ressources est attendu de l'extérieur ? Ce qui est bien juste faut-il le reconnaître sauf que pour le cas du Niger, le problème est moins une question de ressources et de leurs provenances mais un problème de gestion. Cela est d'autant vrai que le président lui-même, alors qu'il était opposant, disait à qui veut l'entendre que « le Niger n'est pas pauvre mais qu'il serait mal gouverné ». Lorsque sa gestion est celle qui a le plus produit de milliardaires, révélé les plus gros scandales de l'histoire politique du pays, les plus éfarfantes histoires de grandes corruptions, il est évident que l'on peut admettre que si le Niger a été mal gouverné, c'est plus aujourd'hui qu'il l'est. La preuve est que l'économie est à terre et les Nigériens sont ruinés et n'ont jamais été aussi pauvres et la descente aux enfers se poursuit. C'est pourquoi, les Nigériens refusent cette loi votée à la virgule près par 133 députés qui n'ont aucun souci pour leur peuple. Peut-être ont-ils raison de se soumettre car ils savent comment ils ont été élus, ils savent que leur élection n'aura pas été du seul fait du choix souverain des électeurs indignés de leur consécration accidentelle. Il y en a qui pillent, et c'est à d'autres qu'il revient de supporter l'austérité ! Il faut reconnaître que c'est inacceptable. Si tant est que le président Issoufou veut appliquer sa loi, au moins peut-il donner des gages à son peuple, en partageant avec le peuple la misère que la situation actuelle impose et surtout en s'imposant, à lui et à tout son système, l'austérité indispensable et conjoncturelle. Mais le peuple seul qui n'aura profité de rien ne peut se payer pour la faute de ses commis qui ont volé et pillé. Mais quand ils doivent conserver leurs privilèges, et continuer à voyager par-dessus nos misères, il est clair que le peuple ne peut comprendre et accepter. Il y a un geste préalable à faire pour convaincre le peuple. Lorsque ce geste ne vient pas, il n'est que légitime pour le peuple de croire qu'on veut, alors qu'on ne lui a créé aucune source de revenus nouvelle pour mieux vi-

vre, l'arnaquer et le rendre plus miséreux.

D'ailleurs à quelle préoccupation du peuple devra répondre ce budget quand dans ce qui va vers le peuple, on ne voit que des miettes pendant que la présidence s'arrache la part du lion avec plus de 150 milliards, un avion qui ne se fatigue de voler, et une nouvelle résidence plus ergonomique et plus coûteuse et qui ne saurait être pour les Nigériens ni une préoccupation, ni une urgence. Peuvent-ils aussi comprendre que pour un homme qu'ils auraient élu, il faille encore huit milliards (quand des ministères entiers de compte comme budget que la centaine de millions) pour assurer sa sécurité comme si son élection était douteuse ? Non, ce budget ne tient pas compte des préoccupations des Nigériens. Alors que l'on fait semblant d'être à l'écoute quand il y avait partout dans le peuple une levée de boucliers pour bouder le budget, l'on s'est servi de ces moments hypocrites de concertation, pour faire voter le budget tel qu'il a été soumis alors même que l'assemblée avait promis à certains partenaires de tenir compte de certaines suggestions assez pertinentes.

**Mais suffit-il de voter un budget pour croire qu'on en a un ?**

Tous les budgets des socialistes nigériens, depuis six ans, n'ont été conduits qu'au rythme de collectifs budgétaires, minorant ou supprimant des parts de budgets ici et là. Ce ne sont donc pas ces hommes qui vont être capables de conduire et d'exécuter de bout en bout un budget controversé, concocté dans le malaise et voté en catimini quand on ne peut même pas permettre à un large public de suivre les débats lorsqu'on peut orchestrer une coupure d'électricité à l'échelle du pays. De quoi a-t-on si peur ? Des Nigériens ou des partenaires extérieurs dont on dit qu'ils sont ceux qui dictent la présente loi qui déchire ? Le plus dur est donc à venir surtout quand la situation financière du pays n'est pas maîtrisée et surtout avec les observations pessimistes de la Banque Mondiale qui voit mille et un obstacles à l'émergence de la situation économique du pays. L'intervention commandée du représentant de la Banque Mondiale dont le sourire témoin qu'il est dans un jeu dangereux, ne change rien à la situation. La note de la Banque Mondiale n'a dit que la triste réalité d'un pays mal gouverné. Pour quels intérêts sournois ce représentant joue-t-il ce jeu qui ne l'honore pas, pas plus qu'il n'honore son institution dont il vient de contester les analyses sur la situation du Niger ? Il y a quelques jours le représentant de l'Union Européenne était aussi reçu en audience



par le Président de l'Assemblée Nationale pour s'entretenir avec lui à propos de la loi de finances. Est-il parti pour l'en féliciter ? Ou pour lui faire comprendre que cette loi est plus un problème qu'une solution pour le régime et pour le pays ? Les prochains jours nous en diront davantage. Et les Nigériens suivent avec attention, ce qui se trame sur leur dos avec en sus ces installations tout azimut de bases militaires étrangères avec leurs drones armées et dont on ignore la mission. Dans quelques jours, le 18 décembre le Niger fêtera sa souveraineté retrouvée, mais pour une fois, il faut craindre que ce ne soit dans le contexte d'une recolonisation du pays... Il y a trop de problèmes dans le pays et partout des couches sociales se plaignent, posant des revendications pour lesquels les camarades groggy n'ont pas de réponses. Il va sans dire que les prochains mois vont être difficiles et la société civile annonce déjà les couleurs.

Dès lors, pourquoi tenir coûte que coûte à une loi du déchirement ? Faut-il avoir cette loi, juste pour avoir des remous sociaux et une instabilité dans laquelle le régime espère survivre lorsqu'il s'est fait entourer de forces étrangères qui semblent être là plus pour un autre agenda que celui de la sécurité et du terrorisme ? Mais un terrorisme en vaut un autre. Est-il acceptable qu'un régime terrorise son peuple à lui imposer des choix iniques ? Le Niger n'est pas sorti de l'auberge. La Renaissance aussi. Et après s'être débrouillé à avoir son budget tel qu'il l'a conçu, il doit maintenant s'approprier à affronter le peuple qui s'organise car par ce budget, Issoufou et son système ont fait le choix de la confrontation et le dernier mot, forcément, reviendra au peuple non au prince délégué du pouvoir du peuple. Peuvent-ils avoir oublié leur maître, Machiavel, qui leur a enseigné que pour gouverner, « la fin justifie les moyens » et qui ajoute qu'aucun prince ne peut gouverner, même lorsqu'il a les armes, sans avoir les cœurs ?

**La Renaissance va imposer aux Nigériens, des jours encore plus difficiles.**

**Le Niger va mal.**

A.I

# Appel à manifestation des OSC pour le jeudi 21 décembre 2017

Nous, organisations de la société civile, réunies à l'effet d'examiner les conclusions issues de la session budgétaire de l'Assemblée nationale, en particulier de la séance consacrée aux débats et au vote du projet de loi des finances 2018, tenons à faire la déclaration suivante :

À l'instar de tous les citoyen(ne)s, nous avons constaté qu'en dépit de la vague d'indignation et de contestation qu'il a suscité au sein de l'opinion nationale, le projet de loi de finances 2018 a été adopté, sans aucune modification, au cours de la plénière de l'Assemblée Nationale consacrée à son examen; et nous avons été particulièrement surpris de constater que les débats parlementaires sur un sujet d'une telle importance ont été, pour la 1<sup>ère</sup> fois dans l'histoire de notre jeune démocratie, censurés sur les médias publics, en particulier la télévision nationale qui, habituellement, les transmet en direct.

Jusqu'à la date du 26 novembre 2017, nous avons gardé l'espoir que les députés nationaux useront de leurs prérogatives constitutionnelles pour au moins retoquer certaines des mesures à caractère fiscal préconisées par le gouvernement et relever significativement les allocations budgétaires aux secteurs sociaux de base (santé, éducation, agriculture, élevage, eau potable), notamment en réduisant le train de vie de l'État et en annulant certaines dépenses superflues. C'est dire donc combien nous avons été indignés de constater que les parlementaires ont fait le choix de s'aligner sur le gouvernement et les consignes de leurs partis, plutôt que de prendre en compte les critiques et les propositions formulées par la société civile; critiques et propositions dont la pertinence a été admise par nombre d'entre eux lors des rencontres que nous avons eues avec la Commission des affaires économiques et du plan, et la Commission des finances et du budget.

En votant le projet de loi de finances sans aucune modification, les parlementaires ont apporté leur soutien au gouvernement dans sa volonté d'accroître la pression fiscale sur les couches défavorisées de la population, tout en accordant des

cadeaux fiscaux inacceptables à certaines catégories de contribuables, notamment les compagnies de téléphonie et les marketteurs et promoteurs indépendants du secteur des hydrocarbures. Ce faisant, ils ont autorisé le gouvernement à supprimer la taxe sur la terminaison du trafic international entrant (TATTIE) et à réviser les taux et modalités de calcul de l'impôt sur le minimum forfaitaire, avec comme conséquence un manque à gagner de l'ordre de 45 milliards que l'on cherche à compenser à travers une batterie de mesures ciblant les contribuables les moins nantis. Ces mesures sont notamment :

1- la création d'une taxe d'habitation que devront désormais payer toutes les personnes disposant d'un compteur relié au réseau d'électricité ou d'un système autonome d'énergie électrique, qu'elles soient propriétaires des maisons, simples locataires ou de personnes y habitant à titre gratuit;

2- le rehaussement du taux de l'Impôt Synthétique de 2 à 5% pour les activités commerciales et de 3 à 7% pour les prestations de service, assorti de la fixation de minima de 60 000F pour le commerce et 80 000F pour les prestations de service ;

3- l'extension de l'assiette de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) qui sera appliquée désormais au transport routier des marchandises et des voyageurs, aux affaires faites par les commerçants qui se livrent à la commercialisation des produits agricoles après acquisition auprès des producteurs ruraux, à divers produits, notamment des denrées alimentaires, des intrants agricoles, des fournitures scolaires jusque là exonérés;

4- la réévaluation du prix de base de cession des terrains relevant du domaine privé de l'État;

5- l'institution du prélèvement d'un acompte constituant un minimum de perception de l'impôt sur les plus-values de cession immobilières;

6- l'institution de l'apposition d'un droit de timbre de 200F sur tout document légalisé sous peine de nullité ;



7- la réactualisation et la diminution de certains taux de droits de mutation par décès pour la part nette recueillie par chaque ayant droit.

En votant le projet de loi de finances sans aucune modification, les parlementaires ont cautionné également la façon scandaleuse dont les ressources du budget de l'État pour l'exercice 2018 ont été réparties entre différents secteurs et différentes institutions. Ce faisant, ils ont accepté que la part des secteurs sociaux de base, notamment l'éducation, la santé, l'agriculture et l'élevage, qui sont érigés en priorité par la Constitution du 25 novembre 2010, reste encore très faible et largement en deçà des engagements internationaux de l'État du Niger et des promesses faites par les autorités elles-mêmes. Ils ont refusé de réduire le train de vie de l'État, de faire des économies sur les dépenses consacrées à la défense, et surtout celles allouées à certaines institutions telles que la Présidence de la République, l'Assemblée nationale, les Ministères des finances et de l'intérieur; alors même qu'il était possible de gagner au moins 55 milliards de francs CFA, initialement affectés à des dépenses superflues, parfois de pur prestige, et qui pourraient être affectés utilement aux secteurs sociaux de base.

Nous constatons également que les parlementaires ont ignoré les propositions concrètes faites par la société civile, propositions relatives notamment à la lutte contre la corruption à travers des mesures visant à combattre les surfacturations, le détournement des deniers publics, l'enrichissement illicite, les fraudes diverses, les rétro-commissions, et autres pratiques dont les princes qui

nous dirigent aujourd'hui sont devenus les champions.

Aussi, constatant que les autorités en place ont préféré ignorer royalement toutes les critiques et propositions de la société civile et d'autres catégories socioprofessionnelles consultées, y compris les amendements des commissions parlementaires saisies pour avis, convaincues que toute absence de réaction face à une telle désinvolture ouvrirait un boulevard à la remise en cause des acquis sociaux, nous, organisations de la société civile, soucieuses des conséquences néfastes que la loi de finances 2018 pourrait avoir sur les conditions de vie des ménages nigériens, lançons un mot d'ordre de mobilisation citoyenne générale pour des marches suivies de meetings dans toutes les localités de notre pays le jeudi 21 décembre 2017, pour contraindre le gouvernement et les parlementaires à revoir leur copie de la loi de finances 2018.

Enfin, conscientes de la propension des autorités en place à faire obstacle à la jouissance par les citoyens des libertés publiques consacrées par la Constitution de notre pays, en particulier la liberté de manifestation, nous appelons tous les citoyens à observer partout où les manifestations viendraient à être interdites des journées ville morte. Les manifestations prévues étant pacifiques, nous tiendrons les autorités en place, mais aussi tous ceux qui obéiront à leurs ordres d'enrayer l'exercice d'une liberté constitutionnelle, pour responsables de tout dérapage qu'occasionnerait une décision contraire à l'esprit de notre Constitution.

**La lutte continue !!!**

**DECLARATION DE LA SECTION MPR JAMHURIYA DE NIAMEY**

**« Nous voulons rappeler à ces aventuriers politiques et à leurs complices dont certains sont des responsables de section et membres du Bureau Politique, que maintenant les masques sont tombés et qu'ils nous verront sur leur chemin car le MPR JAMHURIYA à une histoire »**

Depuis quelques jours la Section MPR JAMHURIYA de Niamey vit une situation inédite à l'allure d'un complot savamment orchestré par des mercenaires dont nul ne peut comprendre les intentions.

Mais visiblement ils sont animés d'une volonté mesquine tendant à déstabiliser les fondements de notre cher Parti le MPR JAMHURIYA.

En effet, les militantes, militants et sympathisants de la Section de Niamey et certains camarades des autres sections du parti observent, à travers les medias, certains de nos camarades égarés à la solde d'un parvenu qui fut chassé d'un parti politique ami pour incompétence et trahison, agir comme responsables de la dite Section et se promènent de quartier en quartier sous le fallacieux prétexte qu'ils ont reçu mandat du Président du MPR Jamhuriya son Excellence Albadé Abouba pour une soi-disant restructuration des instances du Parti.

Ils prétendent mettre en place des bureaux crédibles en vue de créer une Section parallèle à la Section légitime mise en place depuis le 13 août 2017 sous la supervision des deux représentants du Bureau Politique en l'occurrence Mr Siradji Issaka et Mr Issoufou Oumarou respectivement Secrétaire à la Communication et Secrétaire aux Relations Extérieures dument mandatés par le Président du Parti et qui ont reconnu la régularité du processus de renouvellement de cette instance si stratégique pour la vie de notre Parti.

Depuis cette date, les militantes et militants de la Section de Niamey, sous la conduite de Elhadj Amadou Salifou, se sont attelés à renforcer la cohésion et l'engagement politique au sein de ladite Section afin de mettre en place des stratégies ambitieuses de reconquête de son leadership à Niamey.

Pour rappel, récemment encore, la Section de Niamey sous la conduite de El hadj Amadou Salifou s'est vue confiée l'organisation intégrale du deuxième anniversaire du Parti tenu le 15 octobre 2017 au Palais du 29 Juillet avec comme Président du comité d'organisation Mr Hamidou Garba, Secrétaire à l'organisation du Bureau Politique National et Secrétaire Général de la Section MPR JAMHURIYA de Niamey.

Ceci démontre clairement, qu'à l'instar des autres sections, la Section de Niamey existe bel et bien et se porte à merveille surtout que les vidéos et photos de la dernière rencontre nationale sont illustratives car El hadji Amadou Salifou, assis avec les autres Présidents de Section autour de son Excellence Albadé Abouba avait lu son discours de bienvenue en tant que Président de la Région organisatrice.

Hélas, aujourd'hui des individus, pour

leurs intérêts mesquins et égoïstes, s'activent à détruire notre section chèrement renouvelée à la demande du Bureau Politique National par lettre N°001/2017/MPR/SG du 21 Février 2017 et conduite par El hadj Amadou Salifou qui n'a ménagé ni son énergie ni son expérience politique pour faire du MPR JAMHURIYA ce joyau que tout le monde envie aujourd'hui.

Cette situation sournoise a commencé malheureusement à semer le doute dans l'esprit de nos valeureux et fidèles militants car ces mercenaires font croire à l'opinion publique que la section de Niamey n'existe pas et que c'est maintenant qu'il faille la mettre en place.

Nous voulons rappeler à ces aventuriers politiques et à leurs complices dont certains sont des responsables de section et membres du Bureau Politique, que maintenant les masques sont tombés et qu'ils nous verront sur leur chemin car le MPR JAMHURIYA à une histoire.

Cette histoire, chacune et chacun des responsables du Parti, à quel que niveau que ce soit, doit se le rappeler. La lutte qui a conduit au congrès des 28 et 29 novembre 2015 n'a pas été facile et chacun connaît la contribution qui était la sienne.

Pour notre part, nous pouvons nous vanter, sans démagogie aucune, que la Section de Niamey a joué un rôle de premier ordre dans la création et le développement du Parti.

Aussi, nous voulons rappeler que, comme tout Parti politique, le MPR JAMHURIYA est régi par des textes et que nul n'est au-dessus de ces textes.

C'est le lieu ici d'interpeller le Président du Parti son Excellence El hadj Albadé Abouba en sa qualité de garant du respect des textes fondamentaux du Parti pour qu'il se démarque vis-à-vis de tels agissements.

**Militantes et Militants**

Quelle ne fut notre surprise de voir l'actuel Gouverneur de Niamey, en violation flagrante des textes du Parti, s'ériger en maître des lieux, s'adonnant publiquement à des activités politiques qui ont d'autres conséquences que de ternir l'image du MPR JAMHURIYA.

Nous lui rappelons, qu'il a intérêt à se référer aux textes du Parti qu'il méconnaît d'ailleurs, que pour prétendre à une responsabilité dans une section, il faut en être au moins membre d'une de ses structures.

Or, à ce que nous sachions le Gouverneur Saidou Zataou Ali est membre du bureau politique au titre de la section de Tahoua, ce qui lui confère son poste.

Nous constatons avec regret que le Gouverneur actuel de Niamey, au lieu de remercier et rendre service à la section de Tahoua grâce à laquelle il est ce qu'il est aujourd'hui, a opté plu-



tôt de lui tourner le dos et penser se forger une place à Niamey parce qu'il est Gouverneur de la Région.

Le plus choquant et inacceptable, c'est de constater, qu'au lieu de s'atteler à sa fonction pour servir les populations de Niamey, il se met à utiliser abusivement les moyens de l'État pour mettre en place illégalement des bureaux et tenir des meetings sous haute protection policière alors que de telles activités lui sont interdites par la constitution en tant que Gouverneur d'une Région.

En dépit de l'utilisation des biens de l'État pour ses ambitions personnelles, chose que d'ailleurs aucun responsable ne fait, les pratiques peu orthodoxes du Gouverneur Saidou zataou Ali notamment l'intrusion dans notre Section, le recrutement de mercenaires avec ses complices et le mépris des textes du Parti ne peuvent être qualifiés que de déplorables.

Il dit à qui veut l'entendre qu'il a été mandaté par son Excellence El hadj Albadé Abouba pour prendre la Section de Niamey. CE QUI EST FAUX et ARCHI FAUX, car nous avons la conviction que le Président Albadé Abouba ne commettra jamais cette erreur de violation des textes du parti. La paranoïa du Gouverneur Zataou l'incite à croire qu'au MPR JAMHURIYA les présidents des sections sont nommés comme il l'a mentionné récemment dans un point de presse.

**Militantes et Militants**

Maintenant que nous nous sommes rendus compte de l'ampleur du complot et après avoir démasqué les responsables hypocrites et complices, la section de Niamey décide, dès cet instant, d'utiliser tous les moyens légaux afin de faire échec à cette aventure malheureuse et inappropriée afin de prouver à ces égarés qu'ils sont des apprentis qui prennent leurs rêves pour des réalités en violation flagrante des textes du Parti.

Nous rappelons à Monsieur le gouverneur qui fait feu de tout bois pour déstabiliser la section de Niamey, qu'il

a trahi sa section d'origine en changeant de section sans l'en informer au préalable ou le notifier à la structure d'accueil conformément à l'article 15 alinéa 8 et 21 des statuts du parti.

À toutes fins utiles nous mettons en garde ce dernier et ses mercenaires en les informant que le non-respect des dispositions des Statuts et du Règlement Intérieur est une violation flagrante des textes du parti et exposera le contrevenant à des sanctions disciplinaires voire même des poursuites judiciaires.

Rappelons encore à cette horde d'ingrats qui, certainement se reconnaîtront, qu'ils se sont fait humilier en cherchant à déstabiliser leur propre structure afin de faire la promotion de certains aventuriers politiques qui ne peuvent jamais leur offrir ce dont ils avaient bénéficié par le passé et pour mémoire, depuis la création du Parti le 15 Octobre 2015, notre section n'a jamais été confrontée à une telle tentative de déstabilisation, et jamais un militant n'a eu si peu d'égard pour les impératifs d'unité et de discipline dont seule l'observation stricte nous a permis de tenir face aux nombreuses vicissitudes par lesquelles nous sommes passés.

Dans tous les cas nous leur disons que Dieu saura leur rendre le prix de leur trahison.

Enfin, nous assurons toutes les militantes et tous les militants ainsi que les sympathisants du MPR JAMHURIYA de la Section de Niamey de notre ferme détermination à combattre toute sorte de complot tendant à saper la quiétude au sein de la Section et cela quel que soit le prix.

Nous demandons à chacune et à chacun de vous de cultiver plus que jamais les valeurs qui ont toujours fait la force de notre Parti, à savoir l'estime et le respect mutuels ainsi que la solidarité et la discipline.

Nous devons rester sereins, vigilants et confiants et envisager les prochaines échéances électorales avec plus d'engagement et de détermination.

Activité des partis politiques

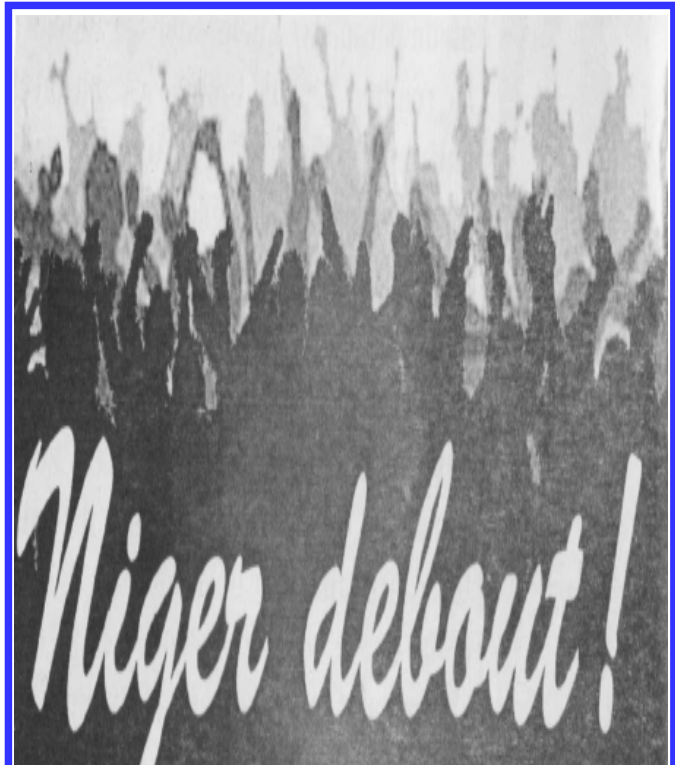
## Le PSD-Bassira en fête



Le parti social-démocrate (PSD-Bassira) de Mohamed Ben Omar a célébré ce dimanche son deuxième anniversaire. C'était un monde fou au Palais du 29 juillet. Les militants



et militantes ont répondu massivement à l'appel du Bureau politique national. Les partis amis ont également marqué leur solidarité en y prenant part. Preuve que le PSD-Bassira poursuit son bout de chemin dans la sérénité.



## Une prière pour Baba Alpha

Notre confrère Baba Alpha, incarcéré avec son père depuis plus de six mois pour une sordide affaire d'acte de naissance qui serait frauduleuse, va comparaître en appel le 8 janvier 2018, devant la Cour d'appel de Niamey. Un procès que Baba Alpha, son père et tous ceux qui, d'origine étrangère mais n'ayant pas un autre pays que le Niger auquel ils restent profondément attachés, attendent avec beaucoup d'espoir. Beaucoup d'espoir car ce procès n'est pas que celui de Baba Alpha et de son père ; il est, malheureusement, celui de tous ceux qui sont venus dans ce pays, qui ont appris à l'aimer et en devenir finalement des citoyens à part entière. C'est le procès de tous ces hommes et femmes, des millions sans doute qui, venant du Nigeria ou du Tchad, de Libye ou d'Algérie, du Mali ou du Burkina Faso, du Bénin ou encore du Togo, pour ne citer que ceux-là, ont choisi le Niger comme patrie, d'y vivre et de se battre, par les moyens dont ils disposent, pour le rayonnement des couleurs nationales, le développement du Niger, voire sa défense, au prix de mille sacrifices qui peuvent aller jusqu'au sacrifice suprême. Il



n'est point besoin de citer des noms, pourtant illustres, qui ont dignement servi le Niger, dans tous les secteurs d'activités. Comme il n'est pas d'ailleurs besoin d'aller fouiller dans les archives, pour constater quelques fautes ou négligences, mais qui n'ont pas empêché aux bénéficiaires de faire preuve de loyauté et d'engagement au service de la nation. Baba Alpha passera en appel. Et par-delà le fait qu'Omar Sidi, celui qui lui a fait établir l'acte de naissance mis en cause, a bénéficié, depuis longtemps, d'un non-lieu et qu'il ne nous sied pas de commenter une décision de justice, il faut prier pour Baba Alpha, son père ainsi que tous les Nigériens qui, par ce procès, se sentent stigmatisés et diminués.

## Déclaration des familles des fds mis aux arrêts dans les prisons du Niger

Chers concitoyens, il y a quelques mois, nous rendions une déclaration pour tirer la sonnette d'alarme relativement à la situation intenable que vivent nos époux, frères et fils fds.

Aujourd'hui encore la situation de ces éléments des fds gardés en prison depuis plus de deux (2) ans pour certains n'a guère connu une évolution. Pire, notre précédent appel est resté sans suite. C'est pourquoi nous avons décidé de saisir cette date historique de la célébration de la déclaration universelle des droits de l'homme pour encore rappeler aux responsables du Tribunal militaire que nos parents fds gardés en prison pour certains supposés manquements à la discipline militaire sont, eux aussi, des citoyens de ce pays qui ont droit à la justice.

En effet, ce tribunal militaire refuse, et cela en violation du statut et règlement militaire, de traiter et juger avec équité les dossiers des détenus comme prôné par l'égalité devant la loi pour tous les citoyens civils comme militaires devant la justice.

Devons-nous comprendre que le tribunal militaire qui enfreint aux règlements élémentaires de la procédure pénale soit au-dessus de la justice du tribunal du droit commun ?

Ces soldats n'ont-ils droit à l'équité de la loi devant la justice ?

Ce tribunal militaire continuera-t-il à réduire au silence du fond de leurs cellules ces soldats qui pourtant ont choisi de donner leur vie pour défendre ce pays ?

Ainsi c'est comme ça que ces soldats seront remerciés pour tout le sacrifice qu'ils ont consenti pour ce pays.

Nous demandons alors aux élus du peuple de se saisir de cette situation combien révoltante car ces FDS seront mieux au front à défendre ce pays que de les garder en prison pendant une telle durée sans aucune suite.

Dans ces moments difficiles et de désespoir qui nous animent, car des mois se sont écoulés et même des années sans nos parents.

Dans cette pauvreté qui nous consume

jour pour jour car nos maris jetés en prison ne perçoivent plus leurs soldes laissant ainsi des foyers sans aucun revenu pour la plus part.

En ce moment où le soleil s'éteint dans nos foyers ! Nous avons saisi cette date historique de la célébration de la déclaration universelle des droits de l'homme pour porter notre cri de détresse auprès des autorités nigériennes au premier rang desquelles le président de la République Mahamadou Issoufou, Chef suprême des armées et Premier magistrat de la République pour que ces FDS puissent retrouver leur liberté car derrière ces FDS en prison souffrent de milliers de femmes et enfants.

Nous savons, Excellence Monsieur le Président, que votre souci premier est l'amélioration des conditions de vie et de travail de nos FDS.

Nous n'avons d'autre choix que cet appel ultime et nous comptons sur votre sens élevé d'humanisme pour que ces soldats puissent retrouver leurs familles et aussi leur mission de sécurisation de notre cher pays.

### Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

#### Directeur de publication

Arouna Yacouba  
99.34.21.99

#### Directeur Commercial

Inoussa DICKO

E-mail : in\_dicko@yahoo.fr  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

#### Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur  
Les presses de la G.I.N